

Avis Réseau URVN-FNE PACA sur le Schéma Régional Eolien Provence Alpes Côte d'Azur

1 Contexte

L'URVN-FNE PACA en tant que fédération régionale d'associations de protection de l'environnement a siégé aux ateliers thématiques, et au comité de pilotage du Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) PACA. En tant que mouvement citoyen impliqué dans la mise en œuvre du développement durable dans nos territoires, l'URVN-FNE PACA souhaite apporter par la présente l'avis de ses fédérations départementales sur le Schéma Régional Eolien (SRE), annexe du Schéma Régional Climat Air Energie.

Comme inscrit dans l'article R 222-2 du code de l'environnement, et dans le décret 2011-678 du 16 juin 2011,

« Le volet annexé au schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, intitulé " schéma régional éolien ", identifie les parties du territoire régional favorables au développement de l'énergie éolienne compte tenu d'une part du potentiel éolien et d'autre part des servitudes, des règles de protection des espaces naturels ainsi que du patrimoine naturel et culturel, des ensembles paysagers, des contraintes techniques et des orientations régionales. Il établit la liste des communes dans lesquelles sont situées ces zones. »

Rappelons que ces zones de développement de l'éolien (ou ZDE) permettent aux infrastructures éoliennes de production d'électricité qui s'y implantent de bénéficier d'une obligation d'achat à tarif réglementé pendant 15 ans.

Nota Bene : Le SRE ne prend en compte que le développement de la filière de l'éolien terrestre.

Vue l'importance que pourra prendre cette filière (voir infra) il nous paraît important d'apporter au débat la connaissance des acteurs associatifs de terrain à la définition des enjeux territoriaux liés à ces zones de développement de l'éolien.

2 Préambule

L'URVN-FNE PACA rappelle qu'elle est favorable au développement des énergies renouvelables. Ces formes d'énergies sont les seules en mesure d'offrir un avenir énergétique durable face au double enjeu de l'épuisement inéluctable des énergies fossiles, et aux enjeux majeurs du changement climatique.

Nous insistons néanmoins sur le premier impératif de toute réflexion sur l'énergie : la nécessité de réduire nos consommations énergétiques. Cette nécessité est mue par un double intérêt :

- La mise en place d'un système énergétique durable issu de production d'énergie renouvelable requiert du temps. Notre surconsommation d'énergie non renouvelable réduit considérablement le temps dont nous disposons pour effectuer cette transition.
- Le système de production d'énergie basé sur les énergies renouvelables pourra difficilement couvrir en l'état

actuel de nos consommations, nos besoins, sauf à couvrir de vastes parties du territoire d'infrastructures de production (éoliennes notamment). Dans un objectif de préservation des paysages, de la faune et de la flore et plus largement du cadre de vie, une diminution de nos consommations se traduira mécaniquement par une diminution des besoins en installations de production d'énergie renouvelable.

L'URVN-FNE PACA rappelle que les énergies renouvelables, contrairement aux systèmes actuels de production énergétique centralisés, offrent un potentiel d'autonomie des territoires (autonomie n'étant pas synonyme d'autarcie). La consommation doit donc être au plus près de la production, ce qui a pour corolaire d'impliquer les citoyens aux décisions relatives aux projets de production d'énergies renouvelable, selon le principe de proximité qui prévaut par exemple dans le droit des déchets.

Enfin, l'URVN-FNE PACA n'est pas sans ignorer que les projets d'énergies renouvelables, comme tout projet industriel, comportent un certain nombre de nuisances et d'impacts environnementaux. Ces nuisances et impacts seront réduits par

- Une diminution de nos consommations énergétiques (voir supra)
- Une réflexion sur les réels besoins énergétiques locaux
- Un travail en amont des projets, aux phases initiales, avec l'ensemble des acteurs du territoire permettant d'aboutir à des projets intégrés et harmonieux.

3 Avis sur le Schéma Régional Eolien

Reconnaissons en premier lieu le travail effectué dans le SRE, et saluons la création d'un document synthétique abordant un ensemble de données, cartes à l'appui, des enjeux régionaux liés au développement de l'éolien en PACA.

Le développement de la filière éolienne telle que décrite dans le SRE doit être mis en parallèle des objectifs annoncés dans le SRCAE. En effet, le SRCAE donne les objectifs de développement des énergies renouvelables aux horizons 2020 et 2030. En ce qui concerne la filière éolienne terrestre, le SRCAE rappelle que la filière présente un potentiel important, actuellement exploitée à seulement 3.5% du potentiel de développement identifié¹. Fin 2010, la puissance installée représentait 47MW pour une production de 94GWh/an, soit 0.3% de la production d'électricité régionale². Ces installations sont réparties sur 4 parcs en exploitation (Port St Louis, Fos sur Mer, St Martin de Crau et Bollène).

A titre de comparaison, mentionnons que la région PACA est seulement en 16^{ème} position sur les 22 régions métropolitaines pour la puissance éolienne installée derrière notamment nos voisins les Régions Rhône Alpes (162 MW installées), et Languedoc Roussillon (435 MW installées)³. En Région Languedoc Roussillon, l'éolien représente 21% de la production régionale d'électricité, avec 924GWh/an⁴

¹ SRCAE PACA p316

² Observatoire Régionale de l'Energie PACA 2011 p 4

³ ADEME, <http://www.suivi-eolien.com/>

⁴ SRCAE LR, présentation du 16-6-2011, p6

Pour combler ce retard, le SRCAE PACA propose d'installer annuellement 45MW en moyenne sur la période 2011-2020 (soit 500MW supplémentaires) et 70 MW/an sur la période 2020-2030 (soit 700MW supplémentaires).

Pour ce faire, saluons les orientations visant à sensibiliser la population aux projets éoliens en mettant en place un cadre de discussion large, ainsi que une réflexion sur l'ouverture financière des projets à la population locale⁵.

Le Schéma Régional Eolien PACA met en regard le gisement éolien à 80m de hauteur, avec un nombre très important

d'enjeux et de contraintes rédhibitoires à l'implantation d'éoliennes :

- servitudes hertziennes
- servitudes aéronautiques civiles
- servitudes Météo-France
- servitudes militaires
- zone de 500m autour des habitations et zones à destination des habitations
- sites nucléaires et ICPE

d'enjeux paysagers et patrimoniaux

- Directive paysagère des Alpilles

D'enjeux environnementaux particulièrement forts

- cœur de parcs nationaux
- arrêtés de protection de biotopes
- réserves naturelles nationales
- réserves naturelles régionales
- zones centrales des réserves de biosphère
- réserves biologiques de l'ONF
- zones à enjeux élevé de mouvement de terrain

3.1 Concernant les enjeux rédhibitoires :

Il résulte de ces enjeux une cartographie en page 16 intégrant l'ensemble des enjeux suscités, à **l'exception des habitations et zones d'habitation.**

Bien que ces zones d'habitation occupent une partie très importante du territoire, on imagine mal comment le SRE peut ne pas en tenir compte du tout dans sa cartographie finale des zones favorables de la page 20.

Ainsi, et à titre d'exemple, la commune d'Antibes, urbanisée quasiment en totalité, serait dans une zone favorable au développement de l'éolien. Cela paraît peu envisageable.

Il serait plus pertinent et utile de considérer à minima les zones fortement peuplées comme zones défavorables au développement de l'éolien.

Dès lors, on en arrive à une liste de communes exclues des zones favorables au développement de l'éolien comportant seulement 20 communes, signifiant que les zones de développement favorables aux projets éoliens peuvent être situées sur les 943 communes restantes en PACA (sous réserve de satisfaire à d'autres critères et contraintes identifiés plus localement, qui sont d'ailleurs listées dans la suite du document).

Dans un souci de réalisme, que donnerait la superposition des cartes des enjeux rédhibitoires (page 16) avec celles des périmètres de 500m autour des habitations existantes (page 17) au regard du potentiel de développement éolien futur ?

⁵ SRCAE PACA p317

Certaines servitudes semblent insuffisamment prise en compte, (la précision des cartes rend difficile la lecture détaillée).

- Ainsi, page 11, est-ce que les radars de sécurité aérienne du Mont Leuze (Villefranche sur Mer) et du Mont Chauve (Nice) ont été pris en compte ?
- Est-ce que le schéma prend en compte sur la commune de la Turbie le centre de détection et de contrôle du Mont Agel ?
- Il semble que le radar Météo France du Mont Vial soit pris en compte, est-ce exact ?

3.2 Sur les enjeux et contraintes à prendre en compte pour l'implantation d'éoliennes

Si la cartographie des communes soumises à la loi littoral est relativement aisée à imaginer, il est regrettable de ne pas voir figurer celle correspondant aux communes soumises à la loi Montagne.

3.3 Sur les enjeux environnementaux

La Directive Oiseaux prend en compte les couloirs de migrations. Pour les Alpes Maritimes, cela concerne les zones littorales, ainsi que les vallées du Var, de la Vésubie, de la Tinée, et de l'Estéron en plus des zones « Habitats » (ZPS).

- Ces zones ont-elles bien été intégrées (page 34) ?
- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique est en cours d'élaboration. Comment le SRE et le SRCE vont s'articuler ?

- Le Parc Naturel Régional de Pré Alpes d'Azur est-il bien pris en compte ?

3.4 Concernant le potentiel de raccordement électrique

Comprenant bien qu'il faille attendre le Schéma Régional de raccordement au réseau des Energies Renouvelables (SRRRER) pour avoir plus d'éléments, le réseau URVN-FNE PACA tient à rappeler que le SRCAE fixe à -15% la consommation électrique régionale en 2030. Dans ces conditions, et face au développement de systèmes décentralisés de production que sont les énergies renouvelables,

c'est l'ensemble du réseau de distribution que devra être repensé dans sa globalité. Ajouter au réseau actuel, un second réseau pour les énergies renouvelables n'est pas acceptable.

De plus, intégrer comme cela est mentionné dans le SRE en pages 39 & 40 le projet Haute Durance, qui va à l'encontre des diminutions de la consommation électrique n'est pas acceptable.

4 Concernant les objectifs quantitatifs

Les évaluations quantitatives tiennent compte semble-t-il de l'ensemble des enjeux listés dans le SRE. C'est une bonne chose.

Pour plus de clarté, il serait opportun de lister explicitement les critères, et de cartographier les zones finalement retenus pour déterminer les potentiels de développement de l'éolien.

L'absence des cartes 11 et 12 est cependant extrêmement pénalisante pour pouvoir donner un avis final sur les « secteurs géographiques identifiées ».

Enfin, ces « secteurs géographiques » doivent à notre sens représenter les futures ZDE.

Dans ces conditions, on voit que l'éolien peut être multiplié par 10 puis 20 aux horizons 2020 et 2030 respectivement.

Conclusion

Bien qu'un document assez complet, le Schéma Régional Eolien PACA pêche par l'absence de croisement d'un certain nombre d'informations, pourtant bien identifiées par le document proposé.

Par exemple, une carte synthétisant les enjeux rédhibitoires, à comparer (superposer) à une carte intégrant les enjeux et contraintes à prendre en compte (paragraphe 5 du document), avec en regard le gisement du vent. De l'ensemble de ces informations, une idée plus précise des possibles ZDE futures serait possible. Il semble au réseau URVN-FNE PACA que tel est pourtant l'objet du SRE comme décrit dans l'article R222-2 du code de l'environnement. En effet, l'objectif du Schéma Régional Eolien est bien d'identifier les parties du territoire favorables à l'implantation de zones de développement de l'éolien.

En place de cela, le SRE propose comme ZDE la quasi-totalité des communes de la Région PACA ce qui n'apporte pas grand-chose quant aux choix d'implantation des futurs projets. Le document doit intégrer dans la liste des communes considérées en zones

défavorables toutes celles intégrant les contraintes du paragraphe 5 (pages 21 à 37).

En l'état il ne fournit pas clairement cette information, et ne peut donc être considéré comme abouti. Quelles sont finalement les zones retenues permettant d'atteindre les objectifs indiqués en page 42 ? (une liste des communes et des cartes seraient les bienvenues).